

La guerre d'Algérie, 1954-1962

Guerre de décolonisation et événement traumatique

I Le début des « événements d'Algérie », 1954-1958

1. Origines et débuts de la guerre (1945-1954)

Les origines de la guerre d'Algérie sont à chercher dans l'aggravation depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'une situation dont les racines sont beaucoup plus anciennes.

La première cause tient au statut politique de l'Algérie. Formée de trois départements (Alger, Oran, Constantine), son statut en fait une entité totalement différente des départements de métropole. Elle est en effet soumise à l'autorité d'un gouverneur général nommé en Conseil des ministres et elle comprend deux catégories de citoyens de droits inégaux :

- Les **Français** qui, seuls, possèdent les droits politiques
- Les **musulmans**, de statut «coranique», qui en sont dépourvus

Le statut, voté en 1947 par l'Assemblée nationale, perpétue l'inégalité : il prévoit l'élection d'une Assemblée algérienne de 120 membres aux prérogatives restreintes (elle n'a réellement que des attributions financières), désignée au double collège : les 9 millions de musulmans désignent 60 députés, le même nombre que le million d'Européens.

L'attitude intransigeante de l'administration française condamne à l'impasse le nationalisme musulman et, de ce fait, prive les autorités d'interlocuteurs représentatifs. Traditionnellement, le nationalisme algérien est constitué de trois courants

- Le **courant traditionaliste**, celui des Ulémas, qui résiste à l'intégration française en s'appuyant sur l'Islam et sur la culture musulmane.
- Le **courant réformiste** est formé de bourgeois et d'intellectuels musulmans. Réformistes, attachés à la voie légale, ils ont comme chefs **Ferhat Abbas** et Ahmed Francis. Longtemps partisans de l'intégration à la France, ils se sont décidés tardivement (durant la guerre) en faveur d'une République algérienne. Rassemblés dans l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), ils espèrent parvenir à ce résultat avec l'accord de la France. Mais toute l'évolution des Français depuis 1946 montre que cette perspective est irréaliste.
- Le courant révolutionnaire et activiste est mené par **Messali Hadj**. Les messalistes, rassemblés dans le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) sont les artisans des émeutes de mai 1945 dans le Constantinois qui ont donné lieu à une vigoureuse répression. Leur victoire électorale aux municipales de 1947 n'a fait que renforcer celle-ci. Aussi, dès cette date songent-ils à passer à l'action directe contre les Français et créent-ils à cette fin l'OS (Organisation spéciale) sous la direction **d'Ahmed Ben Bella**. Mais pourchassé par la police et la gendarmerie, le MTLD connaît une crise permanente.

Les problèmes économiques et sociaux constituent la troisième cause du déclenchement de la guerre d'Algérie. **L'économie algérienne est en effet dualiste**.

On voit vivre côté à côté une **agriculture moderne aux mains des Européens**, disposant de crédits, de machines et tout née vers l'exportation du vin, des céréales, des agrumes, des primeurs, et une **agriculture musulmane routinière et peu productive**, mais qui concerne la plus grande partie de la population.

Cette économie dualiste est à l'origine d'une société inégalitaire. 984000 Européens (dont 80% sont nés en Algérie) sont en **grande majorité des citadins**, ouvriers ou membres de la classe moyenne (commerçants, cadres, employés). Leur niveau de vie est dans l'ensemble médiocre, comparé à celui de leurs homologues de métropole. **Mais, cette population refuse toute réforme qui donnerait l'égalité aux musulmans**. Même modeste, elle se montre donc résolument conservatrice, et attachée à son statut qui lui donne une supériorité sociale sur la masse de la population musulmane. Celle-ci, qui est numériquement majoritaire (on compte

8'400'000 musulmans), connaît en outre une véritable explosion démographique (sa croissance est de 2,5% par an), ce qui aggrave les problèmes du pays. En effet, seuls deux millions de musulmans ont un niveau de vie comparable à celui des Européens. Les autres souffrent de la pauvreté, d'une scolarisation insuffisante (18% seulement des enfants musulmans sont scolarisés) et de sous-administration.

L'ensemble de ces problèmes explique le déclenchement l'insurrection de 1954, qui est, en outre, étroitement tributaire de la conjoncture de l'époque. Celle-ci est marquée par **l'immense écho de la conférence de Genève** qui conduit à l'indépendance du Viêtnam en juillet 1954, première indépendance arrachée de force à la France et qui suscite dans les milieux nationalistes une **volonté d'imitation du Vietminh**, d'autant qu'au même moment la France entre en pourparlers avec la Tunisie voisine. Il s'y joint la volonté d'un certain nombre de jeunes nationalistes du MTLD, comme Ben Bella, las des querelles qui agitent le mouvement, de refaire son unité dans le combat contre les colonisateurs. **C'est dans ces conditions qu'ils déclenchent l'insurrection de la Toussaint 1954 (la « Toussaint rouge »)** qui frappe surtout par la simultanéité des 70 actions lancées contre des bâtiments civils et militaires (attaques, lancement de bombes, attentats individuels). Militairement, les résultats sont quasi nuls, si bien que la proclamation d'un Front de libération nationale (FLN) et l'annonce de la création d'une Armée de libération nationale (ALN) apparaissent dérisoires, de même que semble exorbitante la prétention des organisateurs de l'insurrection de négocier l'indépendance de l'Algérie avec le gouvernement français.

Les réactions françaises sont d'ailleurs en rapport avec l'importance apparente du mouvement. **Sur place, les colons réclament une vigoureuse répression et, de fait, l'armée et la gendarmerie démantèlent la plupart des réseaux du FLN, réduisant le mouvement à une activité sporadique dans les zones montagneuses des Aurès et de la Kabylie.** A Paris, le Président du Conseil, Mendès France, et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, multiplient les énergiques déclarations sur leur volonté de rétablir l'ordre et sur l'appartenance de l'Algérie à France « *L'Algérie, c'est la France. Des Flandres au Congo, il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement* » déclare le ministre F. Mitterrand. Cependant, analysant l'insurrection comme la preuve d'un malaise, ils concluent à la nécessité de réformes profondes et, à cette fin, il nomme **Jacques Soustelle** gouverneur général de l'Algérie. **Mal accueilli par les colons, le nouveau gouverneur général décide la pacification des zones rebelles et l'intégration de l'Algérie à la France par l'application loyale du statut de 1947, la modernisation économique et sociale du pays et un large programme de scolarisation.**

Ce n'est véritablement que durant **l'été 1955 qu'est pris le tournant définitif vers la guerre**. Décidé à empêcher une politique d'intégration qui apparaît inacceptable aux yeux du nationalisme algérien, le FLN prend une initiative destinée à affirmer son audience sur les masses musulmanes, à creuser le fossé entre les communautés et à intimider les Algériens partisans d'un dialogue avec les Français. **Les 20 et 21 août, il provoque et encadre un soulèvement de musulmans du Constantinois qui s'attaquent aux quartiers européens des villes et aux fermes européennes isolées. Une centaine de morts sont dénombrés autour de Constantine. Il en résulte une répression d'abord sporadique qui prend la forme de « ratonnades », de chasse à l'Arabe et qui est le fait des civils européens.** Lorsque les autorités reprennent les choses en main, on compte un millier de morts parmi les musulmans. Un fossé de sang sépare désormais les deux communautés.

Les conséquences des massacres du Constantinois sont incalculables et elles vont rendre irréversible le processus de guerre. **Les Européens, horrifiés, se dressent désormais en bloc contre les musulmans.** L'action du FLN devient pour eux synonyme de massacre, et ils attendent des autorités une action énergique de répression. Du leur côté, les musulmans, indignés par la répression aveugle dont ils ont été l'objet, passent désormais massivement

dans le camp du FLN, même les plus modérés, comme Ferhat Abbas (il est vrai que ces derniers, pris entre le rejet des Européens et l'intimidation du FLN qui les menace directement, sont contraints de choisir leur camp). **Le FLN peut ainsi accroître son emprise à toute l'Algérie et étendre la guerre au pays entier.** Enfin, bouleversé par les massacres, le gouverneur général Soustelle fait passer au second plan ses objectifs de réformes et considère que sa tâche prioritaire est désormais de rétablir l'ordre en luttant contre le FLN. La guerre passe ainsi au premier plan. C'est cette situation que doit affronter en janvier 1956 le gouvernement de Front républicain conduit par Guy Mollet.

2. *L'enlisement dans la guerre*

Durant la campagne électorale, le Front républicain avait annoncé son intention de « mettre fin à une guerre absurde ». **Le projet de Guy Mollet est de donner une solution au conflit par des réformes.** Le 6 février 1956, il se rend lui-même à Alger pour installer un nouveau ministre résistant, le général Catroux pour remplacer Soustelle. Accueilli par des manifestations hostiles des colons (« journée des tomates ») qui veulent désormais conserver Soustelle, conspué, cible de jets de tomates, le chef du gouvernement fait machine arrière. Il remplace le général Catroux par un socialiste, Robert Lacoste, et définit une politique algérienne qui tient compte des angoisses des Européens, affolés par l'idée d'un abandon de la métropole. **Cette politique se résume par le triptyque « Cessez-le-feu, élections, négociations »** : la France accepte de négocier le sort de l'Algérie, mais avec des interlocuteurs désignés par des élections libres; or celles-ci ne sont possibles qu'une fois instauré le cessez-le-feu, c'est-à-dire le FLN vaincu. Comme en Indochine en 1946, la recherche d'un « interlocuteur valable » conduit à donner la priorité à l'action militaire. En mars 1956, l'Assemblée nationale, communistes compris, vote massivement au gouvernement des pouvoirs spéciaux pour mettre en œuvre cette politique. Les dernières velléités de négociations disparaissent lorsque le gouvernement couvre, en octobre 1956, une initiative de l'armée qui détourne l'avion de plusieurs dirigeants du FLN (dont Ben Bella) avec lesquels la France était en contact depuis l'été et procède à leur arrestation.

Désormais résolu à remporter un succès militaire décisif, le gouvernement s'engage dans une lutte à outrance en Algérie. Le rappel des réservistes et le maintien de plusieurs classes sous les drapeaux permettent de **porter les troupes engagées de 200000 à 400000 hommes**. Sur place, Robert Lacoste, inamovible ministre résistant jusqu'en 1958, laisse en fait l'année conduire à sa guise le conflit et transformer l'Algérie en une véritable province militaire. Les frontières avec le Maroc et la Tunisie par où transitent les hommes et les armes à destination du FLN sont hermétiquement fermées par des lignes de barbelés électrifiés, appuyées sur des postes fortifiés dont les garnisons font la chasse aux commandos qui tentent de s'infiltrer. **À l'intérieur du territoire algérien, l'armée française procède au quadrillage du pays**, tout en pratiquant également une activité d'assistance sociale (alphabétisation, soins médicaux...) et d'action psychologique afin de tenter de gagner les populations à une solution française du conflit et l'isoler le FLN.

À Alger où cette action est peu efficace contre le terrorisme urbain, le ministre résistant confie au général Massu, chef de la 10^e division parachutiste, la responsabilité de la sécurité. Ainsi débute en janvier 1957 la « bataille d'Alger » qui va durer 9 mois et au cours de laquelle, à la vague d'attentats du FLN répondent la multiplication des fouilles, des contrôles, des arrestations et, pour obtenir des renseignements, l'appel aux indicateurs et même l'utilisation de la torture. Militairement, l'efficacité est certaine : l'organisation du FLN à Alger est démantelée et, dans le pays, sa force militaire est très amoindrie. Mais, politiquement, l'armée ne peut empêcher la poursuite du terrorisme ni les harcèlements de la guérilla; l'action psychologique est un échec, car les regroupements de la population destinés à priver le FLN de ses appuis, la multiplication des contrôles, l'intimidation et la torture provoquent l'hostilité des musulmans, tandis que la terreur que fait régner le FLN contre ceux

qui collaboreraient avec les Français précipite les ralliements volontaires ou forcés. Enfin, les troupes du FLN trouvent un refuge au Maroc et surtout en Tunisie. Exaspérés, les militaires se trouvent condamnés à l'escalade : **en février 1958, en vertu du « droit de suite », l'aviation française bombarde le village tunisien de Sakhet Sidi Youssef qui servait de base au FLN, faisant 69 morts dont 21 enfants, et provoquant une vague d'indignation dans le monde.**

Les conséquences de l'aggravation de la guerre d'Algérie sont considérables dans tous les domaines et compromettent à la fois la tentative du front Républicain et les chances de survie de la IV^e République :

- **La guerre d'Algérie détériore la position internationale de la France.** En octobre 1956, le gouvernement décide de frapper l'Égypte qu'il tient pour la «base arrière» du FLN. D'accord avec les Britanniques et les Israéliens, une opération est montée contre le canal de Suez. L'opération est un succès militaire et un fiasco diplomatique. Mais la France et la Grande-Bretagne sont mises en accusation à l'ONU et, sous la pression conjointe des États-Unis et de l'URSS, sont contraintes d'évacuer précipitamment la zone du canal. Après le bombardement de Sakhet, les Etats-Unis et le Royaume-Uni proposent leurs « bons offices » à la France et à la Tunisie, et cette démarche apparaît comme le début d'une internationalisation du problème algérien.
- **La guerre d'Algérie détériore la situation financière de la France.** Véritable gouffre financier, dès 1957, le déficit budgétaire se creuse, la balance commerciale redevient déficitaire, et les réserves de devises s'épuisent. Pour rééquilibrer les finances, il faut freiner l'expansion, renoncer aux dépenses sociales et procéder, en 1957, à une dévaluation déguisée du franc de 20%.
- **La guerre provoque en France une profonde crise morale.** Le conflit suscite un très vif malaise au sein de la jeunesse, du monde étudiant, des Églises, des intellectuels, des syndicats qui admettent mal de voir le pays engagé dans un conflit contre les aspirations nationales d'un peuple, et l'armée utiliser pour parvenir à ses fins des armes comme la torture. Dans ces milieux, la paix est réclamée avec ardeur, et, parfois, certains petits groupes, très minoritaires, n'hésitent pas à prendre le parti du FLN et à l'aider dans son combat. Face à cette aspiration à une paix négociée, le gouvernement répond par des saisies de journaux, des poursuites judiciaires, des révocations. Il est vrai qu'une autre partie de l'opinion est hostile à toute négociation, soit par attachement au maintien de la souveraineté française.
- Enfin, le conflit aboutit à l'éclatement rapide de la majorité de gauche et à la **paralysie de la vie politique**. Une grande partie de la gauche qui souhaite une solution négociée du conflit rejette la politique conduite par Guy Mollet et ses successeurs. Très vite, Guy Mollet est conduit à s'appuyer sur le MRP et la droite pour conserver une majorité. Afin d'éviter une scission du parti socialiste, il choisit de se faire renverser en mai 1957.

Désormais, la vie politique est paralysée. L'abstention du principal parti de la majorité, la SFIO, **ne permet la mise sur pied que de ministres faibles, dépourvus d'autorité réelle au moment même où des problèmes cruciaux se posent à la France**. Les radicaux Bourgès-Maunoury et Félix Gaillard constituent des gouvernements fragiles qui ne peuvent compter vraiment que sur leur parti et le MRP.

En fait, la principale préoccupation de tous les gouvernements est désormais de trouver une issue politique, par la négociation, à la crise algérienne, mais ils n'osent faire connaître ouvertement cet objectif, car ils manquent d'autorité pour imposer leurs vues au Parlement, aux colons d'Algérie, à l'armée.

II La fin de la guerre d'Algérie (1958-1962)

1. Vers l'indépendance algérienne

De 1958 à 1962, la guerre d'Algérie est le principal problème politique que doit affronter la Ve République. **Rappelé au pouvoir par l'armée et les Européens d'Algérie qui attendent de lui qu'il maintienne la souveraineté française, le général de Gaulle ne semble pas avoir d'avis arrêté sur la solution à apporter au conflit.** Mais les tenants de l'Algérie française affirment que lui seul saura trouver les moyens de maintenir la présence française. En fait, le général va adopter une **ligne pragmatique**, s'efforçant de préserver au maximum la place de la France dans les trois départements d'outre-Méditerranée, mais s'adaptant sans cesse aux circonstances. Or celles-ci jouent nettement contre l'Algérie française.

- En premier lieu, le FLN, loin de saisir les propositions de négociation et les ouvertures du général de Gaulle, ne cesse d'affirmer sa détermination de ne discuter que de l'indépendance. Ainsi répond-il en **1958** à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et aux scènes de fraternisation plus ou moins spontanées entre Européens et musulmans en Algérie par la **création d'un Gouvernement provisoire de la République algérienne sous la présidence de Ferhat Abbas**.
- En second lieu, **l'opinion internationale désavoue de plus en plus nettement l'attitude de la France** qu'elle considère comme attardée dans une attitude colonialiste dépassée, et ce facteur gêne les objectifs de politique étrangère du général de Gaulle.
- Enfin, en France même, l'opposition croissante au conflit prouve au général de Gaulle que la **nation est lasse d'une guerre qui semble sans issue**. Progressivement, le général se convainc que la poursuite de la guerre use sans profit les forces nationales et épouse le pays, le détournant des grands projets dans lesquels il souhaite l'engager.

Une série de discours permet de suivre l'évolution des convictions du chef de l'État, en même temps qu'elle constitue une véritable pédagogie politique à l'usage de l'opinion nationale et internationale et de l'armée.

En septembre 1958, après son retour au pouvoir, le général propose au FLN, la « paix des braves », c'est-à-dire une reddition honorable. Cette offre, peu attrayante pour ses interlocuteurs, étant restée sans réponse, le Président de la République franchit en septembre 1959 une étape décisive en reconnaissant le droit de l'Algérie à l'autodétermination.

Sous la pression des circonstances, il est conduit à définir progressivement le contenu de cette autodétermination et, de discours en conférences de presse, ne cesse de se rapprocher des conceptions du FLN. Ainsi évoque-t-il en 1960 « l'Algérie algérienne », puis la « République algérienne » pour aboutir en 1961 à l'idée d'un « État algérien souverain ». **Des pourparlers, plusieurs fois rompus, s'ouvrent avec le FLN dès 1960. Ils aboutissent finalement en 1962 aux accords d'Évian qui reconnaissent l'indépendance de l'Algérie.**

Cette évolution vers l'indépendance que jalonnent les prises de position du général de Gaulle provoque une **vive tension entre le pouvoir d'une part, l'armée et les Européens d'Algérie de l'autre**. Considérant que c'est à leur action et en s'engageant tacitement à maintenir l'Algérie française que le général doit son retour au pouvoir, ces derniers ont le sentiment d'avoir été trompés. Dès 1959 et le discours sur l'autodétermination, ils rêvent d'un nouveau 13 mai qui se ferait cette fois contre le général de Gaulle et ferait naître un pouvoir militaire décidé à combattre sans merci le FLN. Mais si l'armée et les activistes d'Algérie ont la possibilité de déclencher des troubles, ils n'ont guère les moyens d'imposer un changement du solide pouvoir établi par le général de Gaulle.

Trois épisodes vont montrer la faiblesse politique des activistes et donner à la fin de la guerre d'Algérie un tour dramatique, les Européens d'Algérie étant les principales victimes des événements.

En janvier 1960, les activistes d'Alger déclenchent la « semaine des barricades » que l'armée laisse se développer. Il suffit d'un discours du général de Gaulle pour que le mouvement, privé de perspectives politiques et qui n'a pas réussi à entraîner l'armée, s'effondre de lui-même.

En avril 1961, l'alerte est plus sérieuse. Quatre généraux de premier plan dont deux anciens commandants en chef en Algérie (Salan et Challe), l'ancien chef de l'aviation en Algérie (Jouhaud), l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre (Zeller), provoquent un putsch à Alger, soutenus par une partie des unités, et se préparent à tenter une opération militaire en métropole. Le refus des soldats du contingent de suivre les rebelles, une série d'arrestations en métropole des partisans du putsch, une très ferme intervention télévisée du chef de l'État amènent en quelques jours la désintégration du mouvement qui apparaît comme privé d'assises solides.

Désormais, les **activistes de tous bords se retrouvent dans l'Organisation armée secrète (OAS) qui, par une série d'attentats en France et en Algérie, s'efforce d'abord d'empêcher tout accord avec le FLN.** Une fois celui-ci acquis à Évian, l'OAS tente d'en rendre l'application impossible en pratiquant le terrorisme à grande échelle. Enfin, lorsqu'il s'avère que cette tactique est vaine, elle lance comme mot d'ordre de **rendre l'Algérie au FLN dans l'état où la France l'avait trouvée 130 ans plus tôt et elle se lance dans une campagne de destructions systématiques.** Bénéficiant de l'appui d'une grande partie de la population européenne qui voit en elle son dernier espoir, l'OAS entre en conflit avec les autorités et l'armée française en Algérie. Ses mots d'ordre vont conduire à de dramatiques affrontements au cours desquels l'armée, prise à partie par la population, fait usage de ses armes, provoquant des morts et des blessés. Le seul résultat de cette action sera d'interdire toute cohabitation entre Européens et musulmans : **l'indépendance de l'Algérie s'accompagne du départ de la plus grande partie de la communauté européenne** (les Pieds Noirs) qui quitte avec déchirement et en abandonnant l'essentiel de ses biens une terre où elle était née, pour affronter un difficile reclassement en métropole. **Quant à l'OAS, pourchassée par la police, elle ourdit de multiples complots pour assassiner le général de Gaulle.** Celui-ci n'échappe à la mort que d'extrême justesse lors de l'attentat du Petit-Clamart le 22 août 1962.

2. Des accords d'Évian à la crise de 1962

Marquant les quatre premières années du nouveau régime, **la guerre d'Algérie va avoir pour conséquence un infléchissement sensible de la V^e République.** L'opinion publique et les partis politiques partagent en effet la conviction que le général de Gaulle est le seul homme d'État capable de sortir la France de la guerre d'Algérie et d'imposer une solution négociée aux Français d'Algérie et à l'armée. Las de la guerre, inquiets des risques d'un coup d'État militaire de caractère fascisant, les Français font une totale confiance au Président de la République pour résoudre le problème et sa popularité est alors à son zénith. **Les référendums proposés aux Français sur le principe d'autodétermination en Algérie en janvier 1961 ou sur l'approbation des accords d'Évian en avril 1962 sont de spectaculaires succès pour le chef de l'État (75 % de « oui » dans le premier cas, 90,6 % dans le second).** Appuyé sur l'opinion publique, sûr que les partis n'oseront pas prendre l'initiative de provoquer une crise qui entraînerait sa démission, le général de Gaulle a pratiquement les mains libres.

Les accords d'Evian marquent la fin du conflit, mais aussi la reprise de l'opposition politique en métropole qui avait été mise en sourdine durant la guerre. L'Algérie indépendante, la France retrouve ses débats autour de la personne du Général et de son projet d'élection du président du suffrage universel qui sera approuvé à la fin de l'année 1962.

